

ECLAIRAGE SUR GAZA... SANS COMMENTAIRE

socialgerie le 15 août 2014
(Date de rédaction antérieure : 11 août 2014)



Rabha Attaf رابحة عطاڤ

L'ALGÉRIE, LE GAZ ET ISRAËL

À première vue, l'information a de quoi surprendre. Mais elle émane du très sérieux Observatoire italien, « La lettre confidentielle de l'Adriatique et de la Baltique ». Autant dire une source sûre, car ce genre de publication économique -dont l'abonnement ou le prix à l'article est conséquent- est avant tout destiné aux experts et aux investisseurs. Les informations qui y sont publiées relèvent en effet de « l'intelligence économique » et, à ce titre, sont passées au crible de la vérification avant d'être diffusées.

De quoi s'agit-il donc ? *D'après un article publié le 31 juillet dernier par l'Observatoire italien, l'Algérie commencerait à livrer du gaz à Israël à compter du 1er août.* Bien sûr, pas directement, mais via l'Égypte dont les gazoducs d'Al-Arish, dans le nord-Sinaï, alimentent Israël. Le contrat prévoit l'importation par l'Égypte d'environ 500 millions de m³ de gaz algérien par jour, grâce à un financement des Émirats Arabes Unis.



Le gazoduc sous-marin d'El Arish à Ashqelon récupère au passage le gaz volé par Israël aux Gazaouis

Après la visite éclair du maréchal Al-Sissi à Alger, le 25 juin dernier, des fuites concernant ce contrat gazier à des prix préférentiels -la moitié du prix du marché- avaient commencé à circuler. Auparavant, début mai, une source haut placée au ministère égyptien de l'Énergie avait indiqué que l'Algérie avait accepté d'envoyer en urgence six livraisons de gaz naturel liquéfié (GNL) à l'Égypte et qu'un accord entre l'Egyptian Natural Gas Holding Company serait signé avec le groupe public algérien Sonatrach. L'Égypte, dont les relations avec le Qatar sont au plus bas, doit importer 400 millions de mètres cubes de gaz naturel par jour pour faire fonctionner ses centrales électriques durant la délicate période estivale. Le surplus de gaz algérien serait donc livré à Israël, selon différentes sources rapportées par le journal égyptien Al-Osbou' et le quotidien algérien Al-Chorouk.

Mais pour comprendre la nature réelle de ce contrat, il est nécessaire de se plonger dans les **réseaux de corruption qui ont la mainmise sur les contrats gaziers entre l'Égypte et Israël**.

La convention de livraison de gaz à Israël par l'Égypte remonte à 2005, et avait été suspendue par le président Mohamed Morsi, peu après son élection, dans le cadre d'un programme de lutte contre la corruption.

Ce contrat, unique en son genre, portait sur la livraison de 1,7 milliards de m3 de gaz naturel pendant 20 ans. Et à un prix défiant toute concurrence ! À savoir entre 70 cents et 1,5 dollar par million de BTU (l'unité anglaise de mesure de la quantité de l'élévation de la température de un degré Fahrenheit à pression atmosphérique constante) ; et pour un prix de revient pour la compagnie israélienne de 2,5 dollars exempts d'impôts de la part de l'Égypte.

C'est le contrat de corruption le plus important d'Égypte, le prix le plus bas du marché tournant autour de 8 à 10 dollars le million de BTU ! Avec un manque à gagner pour l'Égypte estimé entre 500 million et 1,8 milliards de dollars, selon des experts internationaux.



Il existait d'ailleurs un précédent à ce type de contrat. En 2000, la société israélienne Egyptian Mediterranean Gas (EMG) avait été créée spécialement, par Hussein Salem et Yossi Maiman, le magnat israélien de l'énergie. Tous deux sont des ex-agents secrets de leurs pays respectifs ! Ce contrat, d'une durée de 25 ans, avait été signé sous la supervision de Sameh Fahmy, ministre égyptien du Pétrole entre 1999 et 2011. Arrêté pour son rôle dans l'affaire peu de temps après le soulèvement de janvier 2011, l'ex-ministre a été condamné à 15 ans de prison en juin 2012 tandis que son comparse égyptien, Hussein Salem, l'a été à la même peine mais par contumace, et n'a jamais été extradé. Ils ont été laissés en liberté et leur procès est actuellement en révision.

Après le coup d'État du maréchal Al-Sissi, en juillet 2013, et son élection à la présidence de la République un an après, il semblerait donc que les autorités égyptiennes aient décidé de reprendre les livraisons de gaz naturel en direction d'Israël.

Mais elles se sont retrouvées confrontée à un problème de taille : **l'insuffisance de la production de gaz égyptien, doublée de l'arrêt des livraisons du Qatar pour cause de cessation de paiement, a plongé l'Égypte dans la pénurie énergétique**. Résultat : de graves difficultés à approvisionner son marché interne. Depuis 2011, les Égyptiens sont en effet quotidiennement plongés dans le noir. Et cette année, les entreprises de production se voient même dans l'obligation de stopper une fois par jour leurs machines durant cinq heures. C'est dire l'urgence !

Autre difficulté de taille : **des plaintes ont été déposées contre l'Égypte devant la Banque Mondiale et des tribunaux internationaux pour rupture de contrat.** EMG réclame 8 milliards de dollars et le géant espagnol de l'énergie, Union Fenosa demande 6 milliards de dollars.

Par-dessus le marché, l'Égypte s'est déjà endettée à hauteur de 6 milliards pour le gaz qu'elle a acheté à des compagnies pour son usage intérieur.

Au total, la dette et les engagements de l'Égypte pourraient se monter à 20 milliards de dollars. Ce qui pourrait potentiellement entraîner la banqueroute de l'Égypte, selon l'analyste des énergies Mika Minio-Paluello.

Bref, une sérieuse épée de Damoclès qui explique pourquoi l'Égypte cherche aujourd'hui à se tirer de ce « mauvais pas » en tentant de poursuivre ses livraisons.

Précisons qu'à l'époque de sa signature, ce contrat avait été supervisé par les USA qui le considèrent comme une garantie de l'arrimage de l'Égypte à Israël. Interviewé par Al-Jazeera, Edward Walker, l'ex-ambassadeur US en Égypte, expliquait : « *C'est le genre d'accord qui aidait à cimenter le traité [de paix] israélo-égyptien et c'est pourquoi nous avons toujours été très positifs à son sujet sans entrer dans le côté corruption de la chose* ». Et d'ajouter, concernant justement l'aspect corruption du contrat : « *Cela se ramène toujours à ceci : est-ce que ça suffit au bénéficiaire pour arroser tout le monde ? Et je pense que la réponse est oui, et c'est pour cela que tout a commencé et qu'on a pu surmonter les problèmes politiques* ».

En clair, cela signifie que ce sont les réseaux de corruption présents au sein des États - appelés « *l'État profond* »- qui déterminent l'orientation politique et économique de ces derniers. En l'occurrence, la nature de leurs relations avec Israël. Il ne faut donc pas s'étonner du manque de fermeté de la plupart des pays arabes concernant l'agression israélienne de Gaza !

Dès lors, même si l'Algérie officielle se défend de livrer du gaz à Israël, il n'est pas exclu que des « *hommes de l'ombre* » activent pour une normalisation des relations économiques entre les deux pays, à défaut d'une normalisation diplomatique au grand jour. Avec, évidemment, la bénédiction du nouvel allié régional, à savoir les USA !



Fraternellement réunis à la 166ème session du Comité militaire de l'OTAN à Bruxelles, des généraux algériens, égyptiens et israéliens côte à côte (janvier 2012)

Merci à med-in-marseille

Source : <http://www.med-in-marseille.info/sp...>

Date de parution de l'article original : 11/08/2014

URL de cette page : <http://www.flaxcala-int.org/article...>

Voir en ligne : <http://www.flaxcala-int.org/article...>